

Cet avis sur le site TED: <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:308003-2013:TEXT:FR:HTML>

**Belgique-Bruxelles: Appel de manifestations d'intérêt EACEA/2013/01 en vue de l'établissement d'une liste d'experts chargés d'aider l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» dans le cadre de la gestion des programmes de l'Union européenne 2013/S 179-308003**

**Avis d'appel de manifestations d'intérêt**

**Appel de manifestations d'intérêt EACEA/2013/01 en vue de l'établissement d'une liste d'experts chargés d'aider l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» dans le cadre de la gestion des programmes de l'Union européenne dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel, de la culture, de la jeunesse, des sports, du volontariat européen (corps volontaire européen d'aide humanitaire) et de la citoyenneté ou de tout autre programme délégué à l'Agence**

**1. Introduction:**

La Commission européenne (ci-après dénommée «la Commission») a mis en place l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (EACEA — ci-après dénommée «l'Agence») pour la gestion des actions de l'Union européenne dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture [en application du règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil (Journal officiel L 11 du 16.1.2003)]. Elle a pour mission de mettre en œuvre, sous le contrôle de la Commission, un certain nombre de volets des programmes et d'actions financés par l'Union européenne dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la citoyenneté, de la jeunesse, des sports, du volontariat européen (corps volontaire européen d'aide humanitaire), de l'audiovisuel et de la culture, ainsi que le réseau d'information sur l'éducation en Europe (Eurydice), ou tout autre programme délégué à l'Agence.

L'Agence est chargée des principaux aspects de la gestion des volets des programmes qui lui sont délégués, notamment l'établissement des appels de propositions, la sélection des projets, la signature des conventions de subvention, la gestion financière, le suivi des projets, la communication avec les bénéficiaires et les contrôles sur place.

Elle passe également des contrats de services, dans le cadre d'appels d'offres publics, sur des sujets en rapport avec les programmes qui lui sont délégués.

L'Agence est dotée de sa propre personnalité juridique et est située à Bruxelles.

**2. Pouvoir adjudicateur:**

Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», avenue du Bourget 1, 1140Bruxelles, BELGIQUE.

Courriel: [eacea-info@ec.europa.eu](mailto:eacea-info@ec.europa.eu)

La base juridique pour les programmes et les informations relatives à leur mise en œuvre peuvent être consultées sur le site internet suivant:

<http://eacea.ec.europa.eu>

Le présent appel de manifestations d'intérêt est géré par l'Agence. Les experts sélectionnés au titre du présent appel d'offres pourront également être amenés à assister les directions générales de tutelle de l'Agence [au moment de la publication du présent appel, les DG de tutelle sont la DG Éducation et culture (EAC), la DG Communication (COMM) et la DG Développement et coopération — EuropeAid (DEVCO)], dans le cadre de leurs activités (coordination générale des politiques et des programmes, communication, gestion des volets non délégués à l'Agence), ainsi que d'autres services de la Commission et institutions européennes.

**3. Procédure d'inscription:**

L'objectif du présent appel de manifestations d'intérêt est d'établir une liste d'experts externes.

Les manifestations d'intérêt devront être rédigées dans l'une des langues officielles de l'Union européenne au moyen du formulaire en ligne disponible sur le site internet de l'Agence:

<http://eacea.ec.europa.eu>

Les candidats sont invités à présenter leur candidature conformément aux instructions fournies sur le site internet de l'Agence susmentionné.

Les candidats devront joindre à leur formulaire de candidature la preuve qu'ils possèdent les compétences et l'expérience professionnelle requises en rapport avec les objectifs du (des) programme(s) pour le(s)quel(s) ils se portent candidats, comme indiqué plus en détail au point 11.

L'inscription sur la liste n'engage en aucun cas le pouvoir adjudicateur quant à la conclusion de marchés.

4. **Renseignements et documents à fournir:**

Les parties intéressées devront fournir leurs coordonnées complètes et la liste des domaines spécifiques (mentionnés au point 7) qui les intéressent pour leur manifestation d'intérêt.

Les justificatifs à fournir pour l'évaluation des critères de sélection sont mentionnés au point 11.

5. **Description générale de la procédure:**

Les personnes physiques sont invitées à remettre leur manifestation d'intérêt selon les règles mentionnées dans le présent avis.

Le pouvoir adjudicateur dressera une liste des candidats qui satisfont aux critères mentionnés au point 11 ci-après.

Lorsqu'une tâche particulière en rapport avec les domaines décrits au point 7 devra être exécutée par un expert externe, le pouvoir adjudicateur fera appel aux experts en fonction des compétences, de l'expérience et des connaissances requises et conformément aux principes de non-discrimination, d'égalité de traitement et d'absence de conflit d'intérêts.

Le pouvoir adjudicateur veillera également à ce que les groupes d'experts soient établis d'une manière équilibrée, avec une rotation appropriée des experts. L'origine géographique, les aptitudes linguistiques et le profil professionnel des candidats devront également être pris en compte. Tout en maintenant le principe de sélection des experts les plus qualifiés, le pouvoir adjudicateur devra s'efforcer d'établir un équilibre entre les hommes et les femmes.

6. **Utilisation de la liste résultant du présent avis:**

La liste résultant du présent avis sera exclusivement utilisée pour des tâches à accomplir au titre des domaines décrits au point 7, avec un seuil maximal de 130 000 EUR (montant maximal par expert pour toute la durée de l'appel de manifestations d'intérêt. Cette règle ne s'applique qu'aux paiements effectués à la suite de bons de commande émis par l'Agence) de paiements totaux (y compris les rémunérations et les remboursements).

7. **Description détaillée des domaines couverts par l'appel de manifestations d'intérêt:**

Le pouvoir adjudicateur lance le présent appel de manifestations d'intérêt en vue d'établir une liste d'experts chargés de l'aider dans l'accomplissement des tâches suivantes:

a) Évaluation des propositions reçues en réponse aux appels de propositions:

i. évaluation des propositions;

ii. assistance à un groupe d'experts et contribution à la garantie de la qualité en tant qu'expert principal.

b) Évaluation et suivi des projets:

i. évaluation des rapports de projets;

ii. évaluation des produits et des résultats des projets;

iii. suivi des projets et visites sur le terrain;

iv. toute autre tâche relevant de l'analyse et/ou du suivi des programmes et des projets.

c) Études et analyses spécifiques liées aux domaines d'activité.

d) Traduction ou révision de documents dans les langues requises.

e) Assistance à l'Agence durant les événements publics.

f) Autres tâches liées aux programmes gérés par l'Agence.

Le pouvoir adjudicateur pourra avoir besoin d'experts externes pour les tâches décrites ci-dessus dans les domaines d'expertise suivants:

1. Programme Erasmus +:

1.1. Éducation des adultes.

1.2. Enseignement supérieur.

1.3. Enseignement et formation professionnels.

1.4. Enseignement scolaire.

1.5. TIC à des fins d'apprentissage.

1.6. Formation et apprentissage en langues, multilinguisme.

1.7. Diffusion des résultats et pratique.

1.8. Exploitation des résultats.

1.9. Soutien à la réforme des politiques.

1.10. Activités Jean Monnet.

1.11. Jeunesse.

1.12. Sports.

2. Programme «Europe pour les citoyens»:

2.1. Histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

2.2. Sociologie, valeurs et citoyenneté.

2.3. Économie sociale et solidarité.

2.4. Sciences politiques.

2.5. Aspects éthiques et sociétaux.

3. Programme «Europe créative»:

3.1. Médias:

3.1.1. Soutien au développement de l'industrie cinématographique.

3.1.2. Soutien au développement de l'industrie du jeu vidéo.

3.1.3. Soutien à la programmation télévisée.

3.1.4. Soutien à l'accès aux marchés.

3.1.5. Soutien aux festivals.

3.1.6. Soutien au renforcement des capacités/à la formation.

3.1.7. Soutien à la distribution cinématographique.

3.1.8. Soutien à la distribution en ligne.

3.1.9. Soutien aux projets pilotes.

3.1.10. Soutien à la culture cinématographique.

3.2. Culture:

3.2.1. Projets de coopération.

3.2.2. Traduction littéraire.

3.2.3. Réseaux.

3.2.4. Plates-formes.

3.2.5. Soutien aux projets pilotes.

4. Programme «Corps volontaire européen d'aide humanitaire».

8. **Lieu de livraison:**

Le cas échéant, les tâches pourront être réalisées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, à tout autre endroit dans lequel se tiendra un événement organisé par le pouvoir adjudicateur, ou à distance au moyen d'outils de communication électroniques.

9. **Date limite de validité de la liste découlant de l'appel de manifestations d'intérêt:**

La liste résultant du présent avis est valable pendant toute la durée des programmes gérés par l'Agence, à savoir jusqu'au 31.12.2020.

Les candidats intéressés pourront présenter leur candidature à tout moment jusqu'à 3 mois avant la fin de la période de validité de la liste.

10. **Critères d'exclusion:**

Seront exclus de la participation au présent marché les candidats si:

- a) ils sont en état ou ils font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou ils sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- b) eux-mêmes ou les personnes ayant sur eux le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
- c) en matière professionnelle, ils ont commis une faute grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier, y compris par une décision de la Banque européenne d'investissement ou d'une organisation internationale;
- d) ils n'ont pas respecté leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter;
- e) eux-mêmes ou les personnes ayant sur eux le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;
- f) ils ont fait l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché ou pour ne pas avoir fourni ces renseignements, ou encore pour avoir été déclarés en défaut grave d'exécution de leurs obligations dans le cadre d'un marché couvert par le budget;
- g) ils se trouvent en situation de conflit d'intérêts par rapport au marché, un conflit d'intérêts pouvant résulter en particulier d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de relations familiales ou affectives ou de tout autre rapport pertinent ou intérêt partagé.

Avant de signer un contrat, les experts devront fournir une attestation sur l'honneur mentionnant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion énumérées ci-dessus. En cas de doute, des preuves attestant le respect des critères de non-exclusion pourront être demandées.

11. **Critères de sélection:**

Les experts seront sélectionnés sur la base de leur capacité professionnelle et technique à exécuter les tâches décrites dans le présent appel, selon les critères suivants:

- au moins 4 années d'expérience dans le domaine d'expertise couvert par la mission spécifique,
- capacité à travailler en anglais et/ou en français et/ou en allemand (niveau B2 au minimum pour la première langue et niveau B1 au minimum pour les autres) (curriculum vitae de type Europass: <http://europass.cedefop.europa.eu/en/documents/european-skills-passport/language-passport/templates-instructions>).

L'expérience et les compétences requises ci-dessus seront évaluées sur la base des informations que les candidats devront indiquer dans leur curriculum vitae en ligne qui fait partie de leur candidature.

L'aptitude à utiliser des outils informatiques est une condition préalable à la sélection en tant qu'expert externe.

**12. Conditions de rémunération et de remboursement des experts:**

Les contrats devront être signés par les experts retenus, à savoir des personnes physiques. Aucune facture établie par des organismes de droit privé ou public ne sera acceptée.

**12.1. Honoraires:**

l'expert sélectionné recevra pour ses services fournis dans le cadre du présent appel de manifestations d'intérêt les montants suivants:

[http://eacea.ec.europa.eu/about/call\\_experts/documents/experts-fees.xlsx](http://eacea.ec.europa.eu/about/call_experts/documents/experts-fees.xlsx)

Un jour ouvrable est considéré comme jour ouvrable pour l'expert sélectionné dans la mesure où le temps de travail normal équivalant à 1 journée est conforme à la législation et aux réglementations nationales en vigueur dans le pays où les services sont effectués. Les heures travaillées au-delà de la durée normale du temps de travail quotidien ne seront pas payées. Les taux ci-dessus couvriront les coûts salariaux et tous les autres frais tels que les frais de sécurité sociale, les frais administratifs et les frais généraux.

**12.2. Remboursement des frais de déplacement et de logement:**

si requis pour l'exécution des tâches et dans le cas où le marché le prévoit, l'expert sélectionné recevra le remboursement de ses frais de déplacement et de logement conformément aux règles et aux tarifs appliqués par la Commission européenne indiqués dans le projet de bon de commande et sur la base des pièces justificatives originales (par exemple, factures). Dans le cas de réservations en ligne, l'imprimé de la réservation électronique sera requis. Les pièces fournies devront attester la classe de voyage choisie, la date de voyage et le montant payé.

**13. Autres renseignements:**

**13.1. Conditions générales applicables à l'appel de manifestations d'intérêt:**

tous les documents présentés par les experts deviendront la propriété du pouvoir adjudicateur et seront considérés comme confidentiels. Les dépenses pour la rédaction et la présentation des candidatures ne seront pas remboursées par le pouvoir adjudicateur.

Les droits relatifs aux services réalisés dans le cadre du marché et ceux appartenant à leur duplication et publication demeureront la propriété de l'Union européenne.

Tout document, basé en tout ou en partie sur le travail mené à bien au titre du présent marché, pourra uniquement être transmis ou publié sur autorisation du pouvoir adjudicateur.

La présentation d'une candidature en réponse au présent appel de manifestations d'intérêts implique que l'expert accepte toutes les dispositions et conditions énoncées dans le présent appel de manifestations d'intérêt, ainsi que toutes les conditions figurant dans le projet de contrat. Les experts dérogeront à leurs propres clauses du contrat.

**13.2. Traitement des données à caractère personnel:**

si le traitement des réponses au présent appel de manifestations d'intérêt requiert l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (nom, adresse et CV), ces données seront traitées conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et les organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses au présent avis et toutes les données personnelles demandées sont nécessaires aux fins mentionnées au point 5 et seront uniquement utilisées à ces fins par le pouvoir adjudicateur cité au point 2, en qualité de contrôleur des données.

Les candidats sont informés que, aux fins de la protection des intérêts financiers de l'Union, les données à caractère personnel peuvent être transférées aux instances de surveillance de l'Agence [Commission européenne, Cour des comptes, Office européen de lutte antifraude (OLAF), etc.] et aux autorités judiciaires (tribunaux de l'UE, Médiateur européen, etc.).

Les candidats sont informés que leurs données à caractère personnel (nom, prénom s'il s'agit de personnes physiques, adresse, forme juridique, numéro de registre et nom et prénom des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle s'il s'agit de personnes morales) pourront être enregistrées dans le système d'alerte précoce (EWS) uniquement ou dans l'EWS et dans la base de données centrale sur les exclusions (CED) par le comptable de la Commission européenne, au cas où ils se trouveraient dans une des situations mentionnées:

— dans la décision 2008/969/CE, Euratom de la Commission du 16.12.2008 relative au système d'alerte précoce (pour de plus amples informations, voir la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée disponible sur: [http://ec.europa.eu/budget/contracts\\_grants/info\\_contracts/legal\\_entities/legal\\_entities\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/legal_entities/legal_entities_en.cfm)),  
ou

— dans le règlement (CE, Euratom) n° 1302/2008 de la Commission du 17.12.2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (pour de plus amples informations, voir la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée disponible sur: [http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect\\_en.cfm#BDCE](http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_en.cfm#BDCE)).

Comme il est précisé dans la déclaration susmentionnée, toute personne enregistrée dans la base de données a le droit d'accès et de rectification des données la concernant, sur demande à adresser au comptable de la Commission européenne.

#### 13.3. Conflit d'intérêts:

afin d'assurer l'indépendance des experts dans l'exécution des tâches qui leur sont confiées, ces derniers devront signer une déclaration dans laquelle ils certifient qu'il n'existe pas de conflit d'intérêts entre les activités, propositions, rapports, dossiers, produits et/ou résultats qui leur seront confiés et leurs activités passées, présentes ou futures.

Par ailleurs, ils ne pourront pas être impliqués personnellement dans les activités, propositions ou projets auxquels se rapportent les tâches qui leur seront confiées. Pour cette raison, il sera demandé aux experts sélectionnés de fournir ces informations avant d'être invités à participer à tout exercice de sélection ou d'évaluation.

#### 13.4. Code de conduite:

l'expert devra exécuter le marché conformément aux normes professionnelles les plus strictes. Il aura l'unique responsabilité de se conformer à toutes les obligations juridiques lui incombant, notamment celles issues du droit du travail, de la législation fiscale et de la législation sociale.

Il devra informer les tiers qu'ils n'appartiennent pas au service public européen (ils ne constituent pas une catégorie de personnel, étant donné qu'ils opèrent dans le cadre d'un contrat de services et non d'un contrat de travail), qu'ils ne sont pas responsables d'un quelconque mandat, d'une quelconque affiliation ou d'une quelconque tâche déléguée, mais qu'ils exercent les tâches visées pour le compte de l'Union européenne.

#### 13.5. Confidentialité:

pour chacune des tâches qu'ils accomplissent, les experts sélectionnés devront démontrer une conduite éthique appropriée et respecter le caractère confidentiel des renseignements et des documents auxquels ils auront accès.

Des clauses spécifiques à ce sujet seront prévues dans le contrat. Cet accord de confidentialité oblige l'expert à ne pas partager avec des tiers les informations obtenues ou produites par lui-même en rapport avec l'exécution des tâches requises, à l'exception du personnel directement concerné du pouvoir adjudicateur.

13.6. Transparence ex post:

les renseignements relatifs aux contractants qui ont conclu un marché de plus de 15 000 EUR par an, attribué selon la procédure établie au point 5, seront publiés sur le site internet du pouvoir adjudicateur, au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'attribution du marché.

Ces renseignements comprennent le nom, le lieu (adresse des personnes morales et région d'origine des personnes physiques), le montant et l'objet du marché. Pour les personnes physiques, ces informations seront retirées 2 ans après l'année d'attribution du marché.

14. **Date d'envoi de l'avis:**

3.9.2013.

15. **Date de réception de l'avis par l'Office des publications:**

3.9.2013.